

Journal de 13 heures
Des forces du FPR ont violé la zone de
sécurité et ont commencé à attaquer la
population civile à Birambo

Jean-Pierre Pernaut, Nahida Nakad, Patricia Allémonière

TF1, 8 juillet 1994

Il ne reste plus que quelques éléments français pour protéger la population terrorisée.

[Jean-Pierre Pernaut :] Premier incident sérieux ce matin au Rwanda : des forces du Front patriotique du refus [sic] ont violé la zone de sécurité censée être protégée par l'armée française dans le Sud-Ouest du pays. C'est à Birambo, où se trouve notre envoyée spéciale Nahida Nakad. Écoutez son témoignage.

[Nahida Nakad [par téléphone] : "Nous sommes actuellement à Birambo [une carte du Rwanda s'affiche à l'écran et montre les villes de Kigali et de Kibuye; une incrustation "Birambo, Rwanda" s'affiche à l'écran]. Nous voyons les positions prises par le FPR ce matin à 700 mètres d'un groupe de soldats français qui assistaient à l'avancée des rebelles. Le FPR a bien franchi la zone de sécurité. Ils y ont passé la nuit et, ce matin, ont commencé à attaquer la population civile. Des témoins nous ont dit que le FPR a battu des paysans à mort. Nous avons vu un rescapé gravement blessé. Quant aux forces gouvernementales rwandaises, elles ont fui très rapidement cette région, tout comme les gendarmes rwandais. Il ne reste donc plus que les quelques éléments français pour protéger la population civile terrorisée. Nous avons vu des milliers de gens fuir la ville et fuir cette région à pied, sans rien emporter avec eux. Jusqu'à présent, l'armée française n'a pas riposté mais est sur le qui-vive. C'est l'incident le plus grave depuis le déclenchement de l'opération Turquoise".]

[Jean-Pierre Pernaut :] Ouais, ce matin le ministre des Affaires étrangères Alain Juppé parlait aussi de la situation des réfog..., des réfugiés. Selon Alain Juppé, euh..., cette situation est catastrophique. Il faudrait 500 tonnes de vivres par jour.

Et puis à Kigali – la capitale du Rwanda – vous savez que depuis trois jours cette ville est aux mains des forces du Front patrié...otique, euh, rwandais. Sur place à Kigali, reportage Patricia Allémonière et David Cosset.

[Patricia Allémonière :] Les hommes du FPR ont pris position à tous les carrefours [on voit un camion bondé de militaires du FPR à une barrière]. Après la conquête militaire de la capitale, les rebelles veulent séduire la population et montrer qu'ils sont capables de gouverner [on voit des véhicules du FPR sillonner les rues de la capitale]. Après le maquis et quatre ans de combat, ils retrouvent des parents et amis [on voit un soldat du FPR saluer une femme et deux religieuses].

Leur priorité aujourd'hui : regrouper tous les habitants dans des lieux qu'ils peuvent contrôler. Ils veulent éviter les dérapages. Les civils se plient volontiers aux nouvelles règles. Ici à Saint-André, ils sont plusieurs milliers, Tutsi comme Hutu, à vivre côte à côte [on voit des images du camp de regroupement situé dans le collège Saint-André avec des soldats du FPR en train de marcher au milieu des réfugiés]. Les familles peuvent sortir de temps en temps pour aller dans leurs maisons chercher de la nourriture et quelques habits.

La partie ne va pas être facile : la nourriture manque, l'eau est polluée et les maladies prolifèrent. Des volontaires – des infirmiers – ont organisé un dispensaire. Ils distribuent les rares médicaments qu'ils ont en leur possession.

[Rugamba Miradoi [Miradoli], "Assistant médical" : "Y'a trop de diarrhées ou... des gens malnutris. Euh..., ce..., les problèmes de médecine générale".]

Avec la fin des combats, l'ONU a pu reprendre ses distributions de nourriture [on voit un camion blanc de l'ONU entrer dans le collège Saint-André]. Les Casques bleus, peu nombreux, font de leur mieux mais ils manquent de moyens. Les camions sont à moitié pleins.

[Patricia Allémonière, face caméra, devant le collège Saint-André : "Quatre camps de regroupement ont été installés dans Kigali. Personne ne peut dire combien de temps cette situation va durer. L'heure est à l'improvisation. Le FPR veut démontrer qu'il peut, lui aussi, assurer la sécurité des civils".]